

Belfort : un musulman porte plainte parce que que j'aurais « injurié » l'islam.

écrit par Christine Tasin | 20 décembre 2013



✘ J'étais convoquée hier au commissariat pour enquête préliminaire à la suite [d'une des plaintes](#) portées contre moi pour mon passage à Belfort.

Fort heureusement pour le plaignant, Président de l'association ayant présidé aux destinées de l'abattoir provisoire de Belfort pour l'Aïd, le ridicule ne tue pas !

Il a, en effet, a déposé plainte parce que je n'aurais pas respecté la paix et tranquillité de cette journée de fête pour les musulmans « en les provoquant ». Il oublie de dire qu'il n'y avait nulle provocation de ma part, j'étais à Belfort pour faire un simple [reportage](#) et je me contentais de regarder, d'écouter, et de filmer en prenant bien garde d'éviter les visages (on le voit sur la video que j'en ai faite) et c'est moi qui, à trois reprises, ai été entourée par un groupe de musulmans, qui, parce qu'ils m'avaient reconnue, sont venus m'interpeller, me demander des comptes sur mes positions anti-islam, m'agresser et même me menacer puisque l'un d'entre eux a carrément dit que j'avais de la chance que leurs jeunes ne soient pas là car, sinon, ils m'auraient massacrée... Ils ont voulu faire mon procès parce que je fais celui de l'islam, j'ai donc bien précisé que je haïssais l'islam mais que je n'avais rien contre les musulmans, au contraire, je les plains et je me bats pour eux. Je n'ai à aucun moment insulté qui

que ce soit, je me suis contentée de dire que [je haïssais](#) l'islam, parce que « c'est une saloperie », ce qui relève de la liberté d'opinion et d'expression. L'islam, comme le communisme, comme le nazisme, est une idéologie et, à ce titre, [peut être critiqué](#).

Le plaignant me reproche d'avoir attiré l'attention, lors de notre échange, sur les risques sanitaires liés à des abattoirs provisoires comme celui de Belfort. Je n'ai fait que reproduire les paroles de spécialistes comme Alain de Peretti, vétérinaire, dont le site, *Vigilance halal*, est très clair sur la question.

Enfin, j'ai dû, dans ma déposition auprès de l'officier de police, dire qu'on ne pouvait m'accuser d'avoir injurié l'islam pour deux raisons, la première est que le délit de blasphème n'existe pas dans la loi française, la deuxième est que la langue française l'interdit : on peut injurier une personne, on n'injurie pas une doctrine.

Mais gageons que cette faute de français ne fait que mettre à jour la perversion de l'islam qui voudrait être à l'abri de toute critique et essaie donc de faire croire qu'en critiquant l'islam on critiquerait les musulmans, ce qui tombe sous le coup de la loi. La manœuvre est grossière, mais depuis 7 ans que j'écris publiquement sur l'islam, nul n'a jamais pu trouver dans mes textes un seul mot qui « stigmatiserait » les musulmans dans leur ensemble. D'ailleurs, je rappelle en passant que *Résistance républicaine* est une association qui lutte contre le racisme, c'est dans ses statuts...

Bref, je suis sortie du commissariat comme j'y étais entrée, la tête haute. Je suis fière de haïr l'islam, c'est un signe de bonne santé mentale. Je suis fière d'être islamophobe.

Et, en plus, comme j'ai de l'humour, je n'ai pu m'empêcher de rire aux éclats en lisant les requêtes du plaignant : la dissolution de *Résistance républicaine*, rien que ça, et l'interdiction de deux sites internet, celui de RR et un autre non mentionné dont j'ai cru deviner qu'il s'agissait de *Riposte laïque*...

Le ridicule ne tue pas, vous dis-je. Par contre il coûte cher au cochon de contribuable qui paie pour que des officiers de police, des juges, des greffiers, des secrétaires, des tribunaux... perdent leur temps à gérer de telles plaintes qui n'ont d'autre but que d'essayer de nous réduire au silence par

la peur, les amendes et les frais de justice...

Raison de plus pour continuer de s'opposer à l'islam. Si, en France, dire qu'un système est haïssable devait conduire à dissoudre des associations et à interdire toute expression, toute analyse de doctrines, c'est que Hollande-Ayrault et les rapporteurs du texte sur l'intégration auraient les coudées franches, que la démocratie aurait été interdite et que le goulag aurait été recréé.

Et si je me bats c'est bien pour éviter cela.

Christine Tasin